



Comment gérer un garde particulier ?

une réponse

▲ Aptitude technique des gardes

▲ Formation

Les conditions d'agrément des gardes particuliers ont été modifiées par décret en 2006 (décret 2006-1100 du 30 août 2006). Les gardes doivent maintenant attester de leur aptitude technique. Pour cela, une formation est prévue par le nouvel article R.15-33-26 du Code de Procédure pénale. Les modules de cette formation ne sont pas identiques pour chaque catégorie de gardes (garde « généraliste », garde-bois, garde-pêche, garde-chasse) :

- ▶ Module 1 (obligatoire, commun à tous les gardes) : notions juridique de base, droits et devoir du garde particulier, déontologie et techniques d'intervention ;
 - ▶ Module 2 : police de la chasse ;
 - ▶ Module 3 : police de la pêche en eau douce ;
 - ▶ Module 4 : police forestière ;
 - ▶ Module 5 : police du domaine public routier.
- } Obtention de l'un de ces certificats en fonction des missions du garde

La demande de reconnaissance d'aptitude technique doit-être déposée auprès du Préfet ou du Sous-Préfet du département où la formation a été suivie.

⊗ *L'agrément des gardes déjà agréés reste valable jusqu'au terme mentionné sur leur arrêté d'agrément mais, dans les autres cas, il devra être obtenu ou renouvelé suivant ces nouvelles dispositions.*

▲ Condition de dispense

Certaines catégories de personnes sont dispensées de suivre partiellement ou totalement ces formations :

- ▶ sont dispensées de justifier du suivi du module 1, sous réserve qu'elles aient définitivement cessé ces fonctions, les personnes ayant eu la qualité de fonctionnaire actif de la police nationale, de militaire de la gendarmerie nationale et d'agent de police municipale ;
- ▶ sont dispensées de justifier du suivi des modules 1, 2, 3 et 4 sous réserve qu'elles aient définitivement cessé ces fonctions, les personnes ayant eu la qualité de fonctionnaire ou agent de l'ONCFS, du CSP, des parcs nationaux et des réserves naturelles ayant été commissionné et assermenté au titre de la police de la chasse, de la police de la pêche en eau douce ou de la police forestière ; de fonctionnaire ou agent de l'ONF ayant été commissionné et assermenté pour constater les infractions en matière forestière ; de garde champêtre ;
- ▶ peuvent être également dispensés de la formation dans leur spécialité, les gardes particuliers ayant été agréés pendant au moins 3 ans.

⊗ *Lorsque le demandeur appartient à une des catégories de personnes dispensées en totalité de la formation, la demande de reconnaissance d'aptitude technique doit être adressée auprès du Préfet ou Sous-Préfet du département du domicile ou du département dans lequel il envisage d'exercer ces fonctions.*

▲ Discipline

Les gardes particuliers, qu'il soient bénévoles ou salariés, sont sous l'autorité de leur employeur pour ce qui est des conditions matérielles dans lesquelles ils doivent exercer leurs fonctions. Dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire, les gardes particuliers sont sous la direction du procureur de la République, sous la surveillance du procureur général et sous le contrôle de la chambre d'accusation (Pr. pén. 12, 13, 224 et suiv.).

Ces trois autorités peuvent donc lui donner des instructions pour l'exercice de ses fonctions ou lui adresser des observations.

▲ Assurance

Le garde particulier, bénévole ou salarié, doit être couvert en responsabilité civile particulière en ce qui concerne les accidents inhérents à sa fonction.

▲ Cas particulier des gardes salariés :

Sont considérés comme salariés les gardes qui exercent leur activité sous directives strictes (fréquence, horaires, lieux de surveillance) et qui perçoivent un salaire (en espèces ou en nature). Ils relèvent de la convention collective nationale du travail du 2 Mai 1973 concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers (étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974 - Brochure JO 3601).

▲ Cessation de fonctions


▲ Révocation

La révocation est la notification, par le commettant (propriétaire, titulaire du droit de chasse ou de pêche), au garde particulier et à l'administration du retrait du commissionnement donné au garde.

- * Pour un garde particulier bénévole, la révocation met immédiatement fin à ses fonctions.
- * Pour un garde particulier salarié, elle peut être suivie d'un licenciement dans le respect du droit du travail.

▲ Retrait d'agrément

Le retrait d'agrément est la décision motivée par laquelle l'administration met fin aux pouvoirs de police du garde particulier (Loi du 12 avril 1892).

 Article de Bruno CINOTTI - Directeur départemental délégué et DRDAF Alsace - Bas Rhin. Forêts de France n° 503 / 2007 dont la fiche est largement inspirée